



Le libéralisme, Ludwig von Mises

Ludwig von Mises, **Le Libéralisme**, Les essais: Cahiers trimestriels (Contributions à la nouvelle pensée économique), pp. 47-157, 1964-1965, Paris, Delta, (Liberalismus, Léna, 1927).¹

SITUATION DE L'OUVRAGE

Cet ouvrage, écrit en 1927, trouve certainement une place particulière dans l'œuvre de Ludwig von Mises, puisqu'il s'agit véritablement d'un exposé des principes directeurs de la pensée libérale. Les points particuliers ne sont discutés qu'à titre d'exemples. C'est bien d'une discussion fondamentale des principes qu'il s'agit ici. A ce titre, l'ouvrage ne nous semble pas attaché à une période particulière de l'histoire, et reste d'une étonnante actualité. La plupart des arguments pourraient sans doute être repris tels quels à l'heure actuelle. En outre, peu d'ouvrages définissent aussi clairement et lucidement les principes fondamentaux se trouvant à la base de cette doctrine.

Précisons que nous suivrons strictement la structure de l'ouvrage, afin de pouvoir s'y reporter plus facilement, et quoique certains arguments identiques se retrouvent dans différentes parties de l'ouvrage. Notre propre division en paragraphes correspond ainsi très exactement aux différents chapitres de l'ouvrage analysé. Ajoutons que nous ne parlons jamais en notre nom, en visant à restituer le plus fidèlement possible le propos de l'auteur.

INTRODUCTION

Dans cette introduction, il s'agit d'éclairer, grossièrement, les premiers traits du libéralisme, quant à son but, et à ses moyens. Il y est d'ores et déjà, sur ces points, mis en contraste avec son adversaire, le socialisme.

Von Mises commence par exprimer les mobiles qui l'ont poussé à écrire son ouvrage. Selon lui, le libéralisme n'a jamais été appliqué, nulle part, totalement. Cependant, si certaines idées libérales ont pu, à un certain moment, recevoir un certain appui, cela a suffi à changer considérablement la face du monde. Parmi ses succès, l'on peut noter une formidable prospérité économique, entraînant une réduction de la mortalité infantile, et

¹ Le texte français ici examiné s'appuie sur cette traduction à laquelle s'ajoutent l'introduction, les parties 2, 3 et 5, l'annexe et le chapitre 10 de la première partie, absents de la traduction parue dans Les essais. Ce texte est consultable et téléchargeable en cliquant [ici](#).

l'augmentation de l'espérance de vie. En outre, sur le plan politique, n'existaient plus que des citoyens, bénéficiant de droits égaux. Pourtant, au XIX^e siècle surgirent de nombreux courants antilibéraux, qui éliminèrent une grande partie de ces conquêtes, jusqu'à mener à la grande guerre mondiale. Ludwig von Mises nous avertit enfin : si l'on continue sur la voie de l'antilibéralisme, nous nous dirigerons vers un effondrement général de la civilisation. En somme, il est absolument nécessaire de réhabiliter le libéralisme. Et puisque le libéralisme n'est pas une doctrine figée, immobile, mais « l'application des enseignements de la science à la vie sociale », il est nécessaire de la réactualiser, en fonction des nouveaux enseignements de l'économie, de la sociologie. Tel est le but du présent ouvrage.

Avant tout, von Mises juge nécessaire de présenter les buts et les moyens du libéralisme. Afin d'éviter tout faux procès, notre auteur précise que le libéralisme n'a en vue que le progrès du bien-être extérieur et matériel. Autrement dit, il ne s'occupe aucunement du bonheur, ou de la satisfaction intérieure, pour la simple raison que ceux-ci ne peuvent être atteints par des décisions extérieures. Une politique sociale ne peut rendre les gens heureux à leur place, elle ne peut que faciliter leur bonheur, en leur procurant des conditions matérielles acceptables, et toujours meilleures. Ajoutons que le libéralisme serait historiquement la première politique à proposer le bien-être à tous, et non à certains groupes spécifiques.

Le but fondamental étant explicité, il reste à définir les moyens pour y arriver. Le point essentiel de la méthode repose sur la rationalité. Celle-ci se situe à deux niveaux. D'une part, le libéralisme se comprend comme une doctrine rationnelle. Il considère que la raison est un meilleur guide que la déraison pour juger de points aussi importants que l'état, l'organisation sociale. Il s'agit de problèmes techniques, quoique très complexes, qui requièrent comme moyen de résolution le raisonnement logique. D'autre part, si cette doctrine ne nie aucunement la part irrationnelle, émotionnelle de l'homme, elle suppose pourtant que l'homme a le plus souvent intérêt à agir rationnellement. Une des figures de cette rationalité consiste à accepter des sacrifices provisoires pour en retirer des bénéfices ultérieurs plus grands. Inutile de préciser qu'il s'agit là d'une idée fondamentale du libéralisme. C'est en se basant sur ce point que Ludwig von Mises lie indissolublement le capitalisme au libéralisme : une société capitaliste serait simplement une société qui met en application les principes libéraux.

Pour clore son introduction, notre auteur tentera d'exposer les racines psychologiques de l'antilibéralisme². Le libéralisme ayant en effet prouvé sa plus haute efficacité, sa plus grande rationalité, ne peuvent rester que des mobiles psychologiques pour expliquer une autre position. C'est ainsi la malveillance, et ce qu'il appelle le complexe de Fourier, qui justifieraient l'existence d'antilibéraux.

1. LES FONDEMENTS DU LIBÉRALISME

Cette partie peut être vue comme une sorte de manuel du libéralisme. Von Mises y développe, un à un, les éléments incontournables du libéralisme. Nous allons les expliciter l'un après l'autre. Remarquons qu'il est parfois malaisé d'identifier le lien logique unissant ces éléments, puisque ceux-ci constituent les prémisses de la doctrine.

² Remarquons que von Mises a développé longuement ces idées dans un autre ouvrage, [La mentalité anti-capitaliste](#) (*The Anti-Capitalistic Mentality*, D. Van Nostrand Co (Princeton, NJ), 1956).

Le point essentiel, fondamental, sur lequel notre auteur s'appuie tout au long de son ouvrage, repose sur la division du travail. C'est ce procédé qui rend l'homme supérieur à l'animal, qui lui permet de vivre dans des conditions toujours meilleures. Or, la meilleure façon de l'accomplir consiste sans conteste à admettre la propriété privée des moyens de production. Telle est l'exigence fondamentale du libéralisme, exigence dont découlent toutes les autres. Ludwig von Mises aura bien entendu l'occasion de développer plus largement cette conception, qui marque une différence radicale avec l'unique doctrine concurrente au libéralisme, le socialisme.

Deux autres éléments s'avèrent cependant également aussi importants dans le programme libéral : la liberté et la paix. Les arguments qui les justifient ne s'appuient aucunement sur certaines considérations morales, mais sur une simple mécanique économique. Pour le dire en un mot : le travail est plus productif s'il est mené librement. L'esclavage n'a pas d'abord été aboli grâce à une conception humaniste, mais parce qu'il s'avérait moins efficace économiquement que le travail librement consenti. C'est un argument du même type qui est utilisé pour défendre la paix. Ce qui fait en effet progresser l'humanité, ce n'est pas la division, le combat, mais bien la coopération sociale. La division du travail, essentielle dans l'amélioration des conditions de vie, ne peut s'effectuer que là où la paix est garantie. Pour que cette division du travail s'étende au monde entier, la paix perpétuelle entre les nations doit être assurée.

Un paragraphe est consacré à la très difficile question de l'égalité. C'est sur ce point, selon von Mises, que se marque une différence essentielle entre l'ancien et le nouveau libéralisme. Ainsi, au XVIII^e siècle, les libéraux estimaient que les hommes étaient tous égaux, étant admis qu'ils étaient tous créés par Dieu à la même image. Selon notre auteur et le libéralisme nouveau, au contraire, « les hommes sont absolument inégaux ». Surtout, aucun pouvoir ne peut les rendre égaux. La seule solution possible consiste à accorder les mêmes droits à tous, c'est-à-dire à reconnaître l'égalité de tous devant la loi. Cela permettra à quiconque d'atteindre, pour les mêmes réalisations, aux mêmes résultats.

A partir de là est alors abordée la question de la répartition des revenus. Si une telle revendication peut sembler séduisante, et plus juste, elle fait cependant abstraction d'un point important, celui selon lequel la somme de ce qui peut être réparti n'est pas indépendante de la façon dont la répartition se fait. C'est parce qu'il y a inégalité de la propriété, parce qu'il y a de la concurrence, que tout le monde est incité à produire plus au moindre coût, et à améliorer ainsi les le bien-être matériel de tous. Si ces conditions venaient à disparaître, la productivité baisserait à un point tel que chacun deviendrait pauvre. En outre, l'inégalité de la répartition des revenus a une autre fonction, non moins importante selon von Mises. Elle permet en effet le luxe des riches. Or, « le luxe d'aujourd'hui est le besoin de demain ». Il stimule l'économie, la pousse à l'innovation. Autrement dit, c'est à lui que nous devons le progrès, l'élévation du niveau de vie de toutes les couches de la population. Aussi peu de sympathie que l'on puisse avoir pour l'oisif fortuné, celui-ci remplit ainsi une fonction fondamentale dans la société.

Ces fondements du libéralisme explicités, notre auteur juge nécessaire de leur donner une justification morale, afin de leur donner un poids supplémentaire. Tout d'abord, la morale n'a de sens que pour la société. Il serait absurde d'exiger le respect de certaines règles à celui qui vivrait en marge complète de la société. Bien plus, la moralité est définie par von Mises comme « ce qui concourt au maintien de l'ordre social », tout ce qui lui

causant préjudice étant alors immoral. En ce sens, puisque le libéralisme est utile à la société, on ne peut le critiquer pour son immoralité.

C'est à ce stade de l'argumentaire qu'apparaît l'Etat, et le rôle qu'il est censé jouer dans la société. La nécessité de l'existence de l'Etat provient d'un constat : certaines personnes asociales peuvent mettre en péril la société. Contre celles-là, l'utilisation de la contrainte et de la force est nécessaire. Ainsi, l'Etat est « l'institution sociale qui, en recourant à la contrainte et à la force, amène les personnes antisociales à respecter les règles de la vie sociale ». Dans ce cadre, ses tâches s'avèrent forcément limitées : protection de la propriété, de la liberté et de la paix. Il doit, *in fine*, garantir les conditions essentielles du libéralisme. Inutile de préciser que le libéralisme n'est en aucune façon un anarchisme.

Sans doute est-il encore nécessaire de préciser le régime politique qui doit présider à cet Etat. Sur ce point, aucune contestation n'est possible : la démocratie est le seul dispositif viable. Au-delà de considérations morales ou humanistes, le même argument que précédemment, à propos de la paix, est repris. L'avantage décisif que procure la démocratie provient de ce que ce dispositif permet, *sans violence*, de se conformer aux désirs des gouvernés. Or, nous l'avons vu, l'état de guerre est foncièrement nocif pour l'amélioration des conditions de vie. Notre économie ne doit son efficacité qu'à l'état de paix. Si les changements gouvernementaux s'effectuaient *via* la force, nous serions toujours pris dans des conflits incessants, des guerres civiles, rendant la coopération sociale impossible. C'est donc un argument économique qui est à nouveau avancé pour justifier le régime démocratique.

Cette discussion permet alors à notre auteur d'interroger sommairement la question du fascisme. Selon lui, le défaut rédhibitoire du fascisme provient de ce qu'ultimement, il ne reconnaît que la force et la violence. Or, une victoire définitive ne peut s'obtenir qu'à l'aide des armes de l'intelligence, jamais par celles de la force. Le libéralisme se trouverait ainsi bien mieux armé pour sortir vainqueur. Le succès qu'a pu connaître le fascisme ne proviendrait, selon von Mises, que du mouvement de réaction envers les infamies commises par le socialisme et le communisme.

L'argument suivant revient à la définition de l'Etat donnée plus haut. Il s'agit ici, brièvement, de discuter des limites du gouvernement. Remarquant que le pouvoir incite le plus souvent à l'abus, von Mises remet en question certaines atteintes étatiques de la vie privée, en prenant pour exemple l'interdiction faite, aux Etats-Unis, de produire et de consommer des boissons alcoolisées. Sans doute reconnaît-il le caractère nocif et dévastateur de certaines substances et poisons, mais cela ne peut forcément justifier qu'il revienne à l'Etat de les interdire. Car se posera en effet immédiatement la définition de ces substances. Pourquoi ne nous interdirait-on pas, en suivant cette logique, la caféine, la nicotine ? Pourquoi n'interdirait-on pas de même le sport de haut niveau, dont on connaît pourtant la nocivité ? Autrement dit, si l'on abandonne le principe de non intervention de l'Etat dans les questions concernant la conservation de la vie de l'individu, on risque d'aboutir à la limitation, la réglementation de la vie dans ses plus infimes détails. En somme, cela détruirait la liberté, et tout progrès futur.

Cette question touche bien entendu celle de la tolérance, au sujet de laquelle notre auteur se hâte de préciser que la seule intolérance acceptée par le libéralisme, c'est celle qui se rapporte à l'intolérance elle-même. Ceci découle à nouveau du principe fondamental de la

paix. Il faut tolérer toutes les opinions, doctrines (sauf celles qui se révèlent intolérantes), afin de préserver l'ordre social, gage de prospérité.

Enfin, ce premier chapitre se clôt par quelques nouvelles considérations sur l'Etat, et les rapports entre le pouvoir coercitif et l'innovation. Von Mises est conscient que souvent, de véritables innovations n'ont pu naître qu'en s'affirmant contre le pouvoir en place, contre l'Etat. Cependant, dans le cadre démocratique qui est le nôtre, la minorité qui souhaite prendre le pouvoir ne le peut plus en s'aidant de la violence, mais devra au contraire s'imposer en convainquant la majorité, grâce au seul recours de moyens intellectuels. L'Etat doit en ce sens laisser la possibilité à ses citoyens de penser autrement, différemment.

2. LES CONDITIONS DU LIBÉRALISME

Si la première partie a consisté à énoncer, en les explicitant, les fondements de la doctrine en question, il s'agira, dans cette deuxième partie, de confronter le libéralisme à d'autres doctrines, en tâchant de montrer sa plus grande pertinence. Von Mises définit ainsi cinq systèmes d'organisation sociale : le système de la propriété privée des moyens de production (capitalisme), le système de la société privée des moyens de production avec confiscation périodique et nouveau partage des biens, le système du syndicalisme, le système de la propriété collective des moyens de production (socialisme ou communisme) et enfin le système de l'interventionnisme.

Le premier système cité correspondant à celui prôné par le libéralisme, il n'est pas abordé directement. Von Mises commence ainsi par expliciter le deuxième système, dans lequel il est procédé à un partage, après un certain temps, des moyens de production. Il n'est, selon notre auteur, aucunement intéressant de s'attarder sur un tel système, qui montre immédiatement ses limites. Ce dernier ne pourrait en effet que diminuer drastiquement la productivité, puisqu'une nouvelle répartition de la propriété ne peut s'effectuer qu'en réduisant en pièces l'économie existante. Le syndicalisme représenterait un système tout aussi absurde. Il consisterait à transmettre la propriété des moyens de production aux travailleurs. Dans ce système, il serait impossible de transférer des ouvriers ou du capital d'une branche à une autre, rendant une telle société pour le moins inefficace. Le socialisme et le communisme, quant à eux, représentent une organisation de la société dans laquelle la propriété échoit à la société, c'est-à-dire à l'Etat. Enfin, l'interventionnisme serait une possibilité intermédiaire entre capitalisme et socialisme. Il se caractériserait par la propriété privée des moyens de production, mais néanmoins réglementée, contrôlée et dirigée par l'Etat. En somme, les deuxième et troisième systèmes étant manifestement absurdes, von Mises ne procédera à un examen attentif qu'aux seuls systèmes du socialisme, de l'interventionnisme et du capitalisme. Développons à présent ses arguments.

Selon notre auteur, les hommes au pouvoir ont toujours la volonté de l'étendre le plus possible. Or, la propriété privée contrecarre ce désir, puisqu'elle réserve une part de liberté aux individus. Voilà la raison principale pour laquelle l'autorité s'est toujours montrée hostile à la propriété privée. A ce titre, notre auteur peut aller jusqu'à considérer qu'un « gouvernement libéral est une contradiction *in adjecto* ». Ainsi, le système de la propriété privée aurait toujours été toléré à contre-cœur, parce qu'il était impossible de ne pas se rendre compte que tout autre système était moins efficace. L'idéologie sous-jacente aux gouvernements resterait néanmoins pénétrée d'aversion envers ce dispositif. D'où la nécessité

d'enfin démontrer que les autres formes d'organisation, telles que le socialisme, sont irréalisables.

L'argument le plus souvent invoqué en faveur du caractère irréalisable du socialisme consiste à reconnaître que dans un tel système, vu que le revenu de chacun est déterminé, personne ne sera incité avoir un rendement optimal. En revanche, dans une société capitaliste, l'individu sait pertinemment que son revenu dépend de son rendement. On devrait ainsi constater une baisse irrémédiable de la productivité dans l'organisation socialiste. Cependant, cet argument, pour convaincant qu'il soit, ne touche, selon von Mises, pas l'essentiel. L'impraticabilité du socialisme provient d'abord et avant tout de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de pouvoir faire le moindre calcul économique³. Puisque les moyens de production appartiennent à l'Etat, ils n'appartiennent à aucun marché, et il est impossible de connaître le prix de ceux-ci. Il est donc impossible de se livrer au moindre calcul comptable, impossible de vérifier si telle ou telle production est rentable. Une telle situation ne peut mener, selon notre auteur, qu'au chaos, entraînant rapidement un appauvrissement général. L'on peut ainsi se rendre compte de l'importance considérable que revêt le système monétaire. Il nous offre un dénominateur commun, permettant de comparer tous les biens et services, pour hétérogènes qu'ils soient.

Le sort du socialisme étant ainsi réglé, il reste à mettre en question l'interventionnisme. Ainsi que nous l'avons vu, il s'agirait en quelque sorte de réglementer le marché, en autorisant des interventions étatiques. A partir d'exemples, von Mises montre ainsi que de telles interventions, faussant l'équilibre de l'offre et de la demande, nécessiteront toujours de nouvelles mesures, dans un cercle sans fin. Une intervention ne pourra que manquer le but qu'elle poursuivait. Finalement, il n'existe pas d'autre possibilité que le capitalisme et le socialisme. Von Mises poursuit sa démonstration à l'aide d'un exemple, concernant le salaire minimum. Selon lui, un salaire minimum imposé par l'Etat élimine certaines affaires qui ne sont plus rentables. L'entrepreneur est alors obligé de licencier du personnel, ce qui accroît le taux de chômage. Celui-ci est en outre aggravé par les allocations qui sont attribuées aux chômeurs, puisque cela retarde leur adaptation aux nouvelles conditions. En somme, l'intervention de l'Etat amène à des complications sans fin.

Les quatre systèmes déjà détaillés s'avérant tous inefficaces, il ne reste plus, comme alternative, que le capitalisme : « il n'existe absolument aucun autre ordre social possible ». Le fait qu'il se soit imposé, malgré l'hostilité existant à son encontre, ne fait que confirmer sa pertinence. Ainsi, même si ce régime n'est point parfait, il est le seul possible (à tout le moins si l'on veut éviter la famine et la pauvreté).

La seule possibilité de sortir du capitalisme ne pourrait provenir que de son fonctionnement propre : que ce système conduise à sa perte. Tel est un nouvel argument avancé par les critiques du capitalisme. Le libéralisme n'aurait été réalisable que là où les entreprises étaient suffisamment petites pour se concurrencer. De nos jours, ces conditions n'existeraient plus, puisque les cartels, les monopoles domineraient le marché. Ainsi que le reconnaît von Mises, la division du travail amène effectivement la spécialisation de l'économie. Un jour viendra sans doute où n'existera plus qu'un nombre restreint d'entreprises, pour fournir au monde entier leurs produits. C'est ici qu'il importe de

³ Cf. son article « [Le calcul économique en régime socialiste](#) » in *L'Économie dirigée en régime collectiviste - Études critiques sur les possibilités du socialiste*. Librairie de Médicis (1939) (Die Wirtschaftsrechnung im sozialistischen Gemeinwesen dans *Archiv für Sozialwissenschaften*, vol. 47, 1920).

distinguer les monopoles authentiques, provenant des richesses et des énergies du sol, des monopoles de l'industrie de transformation. Si les premiers sont réalisables, les seconds ne le sont pas, pour la simple raison que tous les produits sont substituables. Autrement dit, un monopole du deuxième type ne peut dicter les prix du marché, puisque des concurrents sont toujours susceptibles d'apparaître. C'est ainsi que l'on aurait pu craindre des tarifs exorbitants pour les transports ferroviaires. Il n'en a rien été, de par la possibilité de recourir aux voies d'eau. Les monopoles ne seraient ainsi effectivement réalisables que dans un type d'organisation autorisant des aides étatiques. Le libéralisme, par la liberté de commerce qu'il prône, ne peut, lui, mener à la formation d'authentiques monopoles.

Une autre critique avancée à l'encontre du développement du capitalisme a trait à la bureaucratisation. Les entreprises devenant toujours plus grandes, le nombre du personnel s'accroîtrait lui aussi, nécessitant, au niveau de la direction, un fonctionnement similaire à celui des institutions publiques. Von Mises a tôt fait de se débarrasser de cette objection, à l'aide de son argument précédent concernant la différence essentielle entre le socialisme et le capitalisme. Une entreprise, aussi grande soit-elle, aura toujours, dans le système capitaliste, un moyen de contrôle : le calcul monétaire, outil dont sont dépourvues les administrations publiques. Ces dernières ne disposent d'aucun critère pour juger de la qualité de son personnel. Elles sont donc contraintes d'inventer des conditions formelles de nomination. On liera ainsi l'accession à certains postes à la réussite d'examens, à la détention d'un certain degré de formation, ou une certaine durée d'activité à d'autres postes. Il s'agit bien ici d'un grave défaut inhérent à l'administration bureaucratique. Elle est incapable de sélectionner les personnes les plus capables. L'entreprise privée, elle, si elle est dirigée comme telle, c'est-à-dire en visant la plus haute rentabilité, ne pourra jamais devenir bureaucratique.

3. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE LIBÉRALE

Cette troisième partie, de même que la quatrième, relève d'un niveau plus particulier que les précédentes. Il s'agit, cette fois, dans le contexte que l'on connaît, d'explicitier les idées libérales concernant la politique étrangère. Aucun élément fondamentalement nouveau n'apparaît ici. Il s'agit plutôt d'appliquer les idées déjà élaborées à un contexte spécifique.

C'est d'abord la question des frontières de l'Etat qui intéresse Ludwig von Mises. Celle-ci est allègrement résolue. Puisque le libéralisme s'applique toujours déjà au monde entier, qu'il a en vue l'humanité dans son ensemble, il ne voit aucune opposition entre la politique intérieure et la politique étrangère. Les objectifs de ces deux politiques sont identiques : établir la paix. Notre auteur profite de son contexte pour rappeler son argument contre la guerre. La division du travail étant internationale, aucun pays ne peut se suffire à lui-même. La guerre, en empêchant ces échanges, apporterait d'immenses dommages à l'humanité.

Cependant, une autre condition est nécessaire, au point de vue international, pour garantir la paix. Il s'agit du « droit à l'autodétermination », qui stipule que si les habitants d'un territoire donné prennent la décision, librement consentie, de ne plus appartenir à un Etat, il faut respecter leurs désirs. C'est à cette seule condition que des guerres civiles pourront être évitées.

Von Mises a déjà abondamment explicité le fait que la paix était un préalable au libéralisme. Surtout - et c'est ce point qu'il développe ensuite - le libéralisme est lui-même le meilleur garant de la paix. Aussi, afin d'éviter de nouvelles guerres mondiales est-il nécessaire de mettre en œuvre le programme libéral de manière générale. Pour établir cette paix, le libéral ne compte pas sur un discours moralisateur, mais s'efforce plutôt d'établir les conditions sociales qui élimineront toute envie de faire la guerre. Ces arguments lui permettent alors d'aborder le problème de l'instruction et de l'éducation. En effet, si une majorité, grâce au droit d'autodétermination, peut s'instituer en entité autonome, il faut malgré tout veiller aux minorités de cette entité, et de l'Etat en général. Or, d'après notre auteur, l'éducation imposée par un Etat sert d'instrument de contrôle, et d'homogénéisation. La langue choisie par l'Etat peut en effet rendre les enfants étrangers à la propre nationalité de leurs parents, nuisant ainsi aux nationalités originaires. A ce titre, l'éducation ne peut absolument pas être prise en charge par l'Etat. L'instruction doit être l'apanage exclusif des parents et des associations privées.

L'auteur aborde ensuite la question du nationalisme. Le libéralisme doit bien entendu rejeter le droit à la conquête. Les antagonismes existant entre les nations ne peuvent, selon von Mises, être ramenés à des causes naturelles, mais bien à des causes politiques. Pour cette raison, tant que le libéralisme ne sera pas mené jusqu'au bout, la haine entre les différentes nations menacera toujours de se transformer en guerre destructrice.

L'impérialisme constitue une autre figure politique critiquée par notre auteur. Ainsi qu'il l'a déjà expliqué, la conquête de nouveaux territoires n'a que peu de sens pour un Etat libéral. Les richesses qu'il pourrait s'attribuer devraient de toute façon être utilisées pour payer les frais nécessaires à son administration. Les buts visés par les grandes entreprises impérialistes n'ont ainsi, selon von Mises, jamais été atteints. Les agresseurs impérialistes doivent partout battre en retraite.

Dans ce même cadre se pose la question du colonialisme, dont les objectifs sont en complète opposition avec les principes du libéralisme. L'utilisation des armes pour imposer tel mode de vie s'avérerait un véritable aveu de faiblesse. Si la civilisation européenne, comme l'affirme von Mises, est bien supérieure aux autres civilisations, il est préférable de prouver cette supériorité en laissant à ces autres peuples le choix d'adopter de leur plein gré ce mode de vie et d'organisation. Il reste cependant la question de savoir la façon dont il faut se comporter dans les colonies toujours existantes. Une solution radicale consisterait à rappeler au pays tous les fonctionnaires, soldats et policiers. Cela pourrait cependant s'avérer trop brusque. Le problème est en effet que, vu la façon dont les Européens se sont imposés, il est à craindre que désertir brutalement le pays colonisé ne revienne à laisser à ce dernier que les aspects négatifs de notre civilisation, en les privant ainsi de la contrepartie bénéfique. Il faudrait donc que les colons restent présents dans une certaine mesure, tant que leur présence est nécessaire pour garantir les conditions du commerce désormais entretenu avec nos nations. Car il faut bien se rendre compte que la situation de dépendance des colons et des colonisés n'est pas unilatérale. C'est au bénéfice des deux civilisations que s'effectuent les transactions commerciales.

Ces transactions commerciales étant une réalité, il est nécessaire de s'interroger sur leur mode de réalisation. Faut-il préférer des droits de douane protecteurs ou le libre-échange ? L'économie classique a largement démontré, selon von Mises, que la deuxième solution est sans conteste la meilleure. La première solution empêche en effet la libre circulation des biens, du capital, et empêche les entreprises d'établir les productions dans les

conditions les plus favorables. Le résultat du protectionnisme est toujours celui d'une moindre productivité du travail humain.

La liberté de circulation s'avère être un autre point fondamental du libéralisme, au point de vue international. Selon le libéral, en effet, toute personne a le droit de vivre où bon lui semble. Suivant les contextes historiques, cette exigence a pu prendre des formes différentes, que ce soit la lutte pour la liberté d'émigration, ou la lutte pour la liberté d'immigration. Dans tous les cas, les barrières à l'émigration ou à l'immigration, en empêchant la liberté de circulation, ne peuvent qu'à leur tour diminuer la productivité du travail humain. Von Mises s'empresse d'ajouter que seul le libéralisme considère que l'immigration n'est pas un problème, alors que les systèmes alternatifs que sont le socialisme et l'interventionnisme ne peuvent y trouver de solution satisfaisante.

Le succès des Etats-Unis d'Amérique a pu faire croire à certains Européens qu'il serait dans leur intérêt de créer des Etats-Unis d'Europe. Il s'agirait d'unir les pays européens pour mieux affronter les autres nations. Ce présupposé est bien entendu antilibéral. Il suppose que les nations sont en conflit, et oublie que les intérêts des nations du monde ne sont pas opposés. Chercher la ruine du voisin est le préalable à la ruine de tous. Il est ainsi nécessaire de reconnaître que « tout chauvinisme est erroné ».

C'est ainsi que le libéral réclame un Etat mondial qui unisse toutes les nations sur une base d'égalité. La loi la plus fondamentale serait la loi internationale, les lois nationales devenant secondes. A tout le moins, la Société des Nations, de l'époque de von Mises, n'est assurément pas la réalisation de cet idéal libéral, et ce pour plusieurs raisons : en premier lieu, parce que certaines nations importantes ne s'y trouvent pas ; en second lieu parce qu'une discrimination s'y fait jour, entre ceux qui jouissent de tous les droits, et ceux qui ne sont pas membres de plein droit. Il est nécessaire d'insister sur ces manquements, afin de transformer au plus vite cette Société des Nations.

Ce troisième chapitre se conclut enfin par quelques considérations sur un Etat particulier, la Russie. Il ne s'agit pas d'établir une hiérarchie entre la conception occidentale, et le mode de vie russe. Il s'agit simplement de reconnaître que les Russes ne souhaitent pas mettre en œuvre un dispositif de coopération sociale. Ainsi que l'affirme notre auteur, nous devons les laisser faire ce qu'ils veulent de leur pays, mais être attentifs à ce qu'ils ne détruisent pas notre civilisation. Pour ce faire, la première chose à faire consiste à arrêter les exportations vers la Russie, lesquelles contribuent à maintenir le système soviétique en vie.

4. LE LIBÉRALISME ET LES PARTIS POLITIQUES

Cette quatrième partie est, comme nous l'avons déjà indiqué, également spécifique. Elle s'intéresse à un point particulier : le rapport qu'entretiennent libéralisme et partis politiques.

Le problème auquel est confronté le libéralisme aujourd'hui provient de ce qu'il fut trop longtemps optimiste. Les libéraux étaient certains que le monde serait convaincu de la pertinence de ce mouvement, que la société évoluerait nécessairement dans leur direction. Leur erreur fut alors de croire que les attaques qui étaient lancées contre eux ne méritaient pas de contre-attaque. Cette assurance trouvait son origine dans la clarté et l'évidence des

arguments qui étaient les leurs. Cependant, deux faits leur ont échappé : les masses n'ont pas cette capacité de penser logiquement, et même si elles en sont capables, elles préfèrent en général un avantage passager mais immédiat qu'un avantage plus important mais différé. Se pose ainsi la question de savoir comment diffuser les idées libérales.

A tout le moins, il semble inconcevable à notre auteur que cette diffusion puisse s'effectuer en ayant recours aux méthodes des autres partis politiques. Le libéralisme ne s'adresse en effet à aucun groupe particulier, il ne promet aucun privilège de classe, et il va même jusqu'à demander des sacrifices, quoique provisoires. En revanche, tous les autres partis politiques constituent des mouvements défendant des groupes d'intérêts particuliers. Ces partis se servent d'ailleurs de ce même argument pour discréditer le discours libéral : celui-ci serait au service d'une certaine classe, la bourgeoisie, c'est-à-dire les capitalistes et les entrepreneurs, contre les autres groupes. C'est à ce stade du développement que notre auteur juge bon d'éclairer cette problématique de lutte des classes. Selon lui, celle-ci n'a tout bonnement pas de sens. Le libéralisme prouve que cet antagonisme des intérêts n'existe pas. L'accroissement de productivité, de richesse induit par une doctrine libérale profite sans doute aux capitalistes et entrepreneurs, mais également aux autres classes. Enfin, un autre défaut majeur de ces partis antilibéraux vient de ce que leurs revendications sont sans limites. Elles s'étendent jusqu'à la résistance qui leur est opposée.

Selon von Mises, la crise du parlementarisme de son époque trouve justement son origine dans ces défauts des partis antilibéraux. Après avoir précisé que le parlementarisme suppose l'acceptation de l'idéologie libérale, il nous informe que les partis qui doivent collaborer au parlement, chacun défendant des intérêts particuliers, ne peuvent que décevoir tout le monde.

Surtout, ces partis ne peuvent finalement que détruire l'unité de l'Etat et de la société. Les questions politiques ne sont pour eux que des problèmes de tactiques politiques. Leur but est toujours celui d'obtenir le plus de privilèges pour les groupes qu'ils représentent. A ce titre, il leur est impossible de résister aux critiques que leur fait le libéralisme. Cependant, de nombreuses personnes qui ne souhaitaient pas soutenir de tels partis, sans toutefois parvenir à la vision plus générale du libéralisme, ont pu se laisser tenter par le socialisme. C'est ainsi que cette dernière doctrine a pu recevoir le succès que l'on connaît de certains hommes et femmes comptant parmi les meilleurs dans des universités, source d'inspiration de la jeunesse. L'on pourra même, selon notre auteur, bientôt caractériser notre époque comme « l'âge du socialisme ». Il est à présent absolument nécessaire de se détourner de cette voie.

Il n'en reste pas moins que le libéral ne doute pas, en fait, de la diffusion de sa doctrine. Puisque ce qui doit l'emporter dans le monde des idées doit aussi l'emporter dans le monde sensible, la victoire du libéralisme est assurée. Les autres partis, ne s'occupant chacun que d'une classe spécifique, ont dû immédiatement reconnaître que leur entreprise était vouée à l'échec, puisqu'il leur était impossible de gagner le soutien général. C'est la raison pour laquelle ils ont établi des dispositifs destinés à encadrer le plus étroitement possibles leurs adhérents. Dès l'enfance, le parti en prend soin. Cela s'est développé particulièrement en Allemagne et en Autriche, et également dans les pays de l'Est. C'est ainsi que dans certaines classes professionnelles, seuls des membres du parti peuvent être nommés. Les partis ont même pu aller jusqu'à créer leur propre milice armée. Une telle situation n'a pu être limitée que par deux circonstances. D'une part, un certain équilibre entre les partis a pu être obtenu dans plusieurs pays importants. D'autre part, mêmes les nations les plus hostiles au libéralisme et au capitalisme ont besoin de ceux-ci pour survivre,

via les investissements par exemple. Autrement dit, l'anti-capitalisme ne peut continuer à exister qu'en s'accrochant au capitalisme.

En somme, le libéralisme est radicalement et essentiellement différent des partis. Il ne peut être rangé parmi eux. Ce n'est pas un parti défendant les intérêts des capitalistes, mais une institution au service de tout le monde. Il suffit d'ailleurs de comprendre ses principes pour s'en rendre aisément compte. Ceux qui ont des richesses, dans un monde capitaliste, ne peuvent la garder que s'ils continuent sans cesse à les gagner. Ils ne sont aucunement en sécurité, et ont bien plus à craindre qu'à espérer de la concurrence. Bref, « il n'existe aucune classe sociale qui puisse soutenir le libéralisme pour ses propres intérêts, [...] le libéralisme est au service de tout le monde ».

5. L'AVENIR DU LIBÉRALISME

Cette dernière partie tient lieu de conclusion. Grâce à la doctrine libérale, les liens sociaux entre individus et entre nations ont été resserrés, en Europe, comme jamais auparavant. Cependant, un « parfum de mort » commence à se dégager. Si l'on est prêt à accepter que notre bien-être matériel est le fruit du libéralisme, certains estiment qu'il serait temps de « faire une pause », croyant que l'on était finalement bien plus heureux avant la technique et la culture modernes. C'est cependant oublier qu'il existe, en l'homme, un élan le poussant à améliorer constamment sa condition. L'éloge d'une économie stationnaire est le dernier argument sur lequel se replient les critiques du libéralisme, après s'être rendu compte que seul le libéralisme pouvait apporter la prospérité.

Laissons les mots de la fin à Ludwig von Mises : « [Le libéralisme] n'a pas de fleur ou de couleur qui lui soient associées, pas de chant ni d'idoles, pas de symboles ni de slogans. Il a pour lui le contenu et les arguments. Ce sont eux qui doivent le mener à la victoire ».

Contributeur : Laurent Halleux